



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)

L'ÉCHO DES RÉGIONS

CSE DU RÉSEAU RÉGIONAL

27 et 28 février 2019

SOMMAIRE

- Orientations stratégiques: attendre et voir venir.
- Intégration Paris Ile de France (PIF) au Siège de FTV : la fin d'une station régionale ?
- Direction des Moyens de Fabrication : La Fabrique toujours en chantier
 - o NoA : la télé expérimentale
- Renouvellement des « News Room Computer Systems » (NRCS) : arrivederci Mona Lisa
- I-Média2 : le robinet à images
- I-Média2 à la Locale de Brest : l'arbre qui cache la forêt
- Appel d'offre Assistantes Sociales: Allô y a quelqu'un?

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE

FÉVRIER 2019

Pour lire le liminaire de la **CFDT** : [c'est ici!](#)

Orientations stratégiques : attendre et voir venir

Les propos liminaires de toutes les Organisations Syndicales expriment tous les inquiétudes suscitées par les *Orientations Stratégiques* de FTV. La Cfdt se fait l'écho du contexte anxiogène, en mentionnant le traitement complexifié des frais de missions, les risques éthiques du projet de partage total des rushes au bénéfice des programmes nationaux ou encore le fichage des équipes non déclaré de la Direction des Moyens de Fabrication. Les élus Cfdt demandent que le maintien des éditions Locales soit garanti par les intentions éditoriales « d'hyper-proximité ».

Les orientations stratégiques, un sujet essentiel que la direction n'a toutefois pas développé... faute d'informations... malgré les questions nombreuses des élus... Le sujet sera au menu du CSE central le 7 mars. A cette occasion, le document de 11 pages fourni par la direction de France Télévisions et communiqué mi-février à l'ensemble des salariés, sera discuté.





france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE

FÉVRIER 2019

Tout de même, les élus du CSE du réseau régional ont posé leurs questions, entre autres : quels seront les impacts du doublement de l'info, de la suppression du Soir3 national, de la notion de « bassin » pour les Outre-Mer, de la centralisation de la diffusion, de la *filialisation* de la production des émissions (confiée à France TV Studio, ex MFP), de l'automatisation de toutes les régies, pourquoi un bilan prématuré des expérimentations des matinales et de la mutualisation immobilière avec France Bleu ?

- **Coopérations avec Radio France** : aucune info, alors qu'il est fait allusion aux principes de la QVT... juste une invitation à co-construire avec les salariés de FTV et Radio-France, après on verra pour les moyens, nous assure-t-on. Deux séminaires sont prévus pour briefer les managers sur ces orientations.

- **Contrainte budgétaire et «recomposition des effectifs»** : la direction relativise, « dans d'autres chaines (exemple TF1), c'est du licenciement sec, nous, nous voulons doper l'offre éditoriale sans dégrader les conditions de travail. ».

Les élus Cfdt remarquent que la perspective d'une Rupture Conventionnelle Collective, le travail dans une ambiance sereine, c'est compliqué. Ils s'interrogent sur la capacité de FTV à accompagner efficacement les salariés dans le développement des compétences nécessaires à l'évolution de l'entreprise.

- **Offre éditoriale numérique** : la direction admet qu'elle devrait être adaptée aux spécificités des régions. Les élus Cfdt remarquent que là où les Locales ont été supprimées, il n'y aura que France Bleu qui pourra répondre à cette hyper-proximité.

Selon la direction, il faudrait désormais privilégier l'information sur les supports numériques pour nous conformer aux usages du public. Comme si le public avait déjà abandonné la TV, comme si la fracture numérique n'existait pas !!!

Intégration de France 3 Paris Ile de France (PIF) au Siège de FTV : la fin d'une station régionale ?

La commission de suivi de ce projet s'appuie sur l'expertise en cours pour alerter la Direction au sujet de l'impact sur la santé des salariés concernés. La CFDT y est représentée par Bruno Espalieu, élu CSE et membre de la Commission santé, sécurité et conditions du travail du CSE.

La direction estime que « le parcours d'accompagnement » mis en œuvre répond aux inquiétudes des salariés de PIF puisqu'ils ont tous accepté leur nouveau poste. Les élus estiment qu'il leur est difficile d'appréhender la réalité de leurs futures conditions de travail et auraient souhaité une phase transitoire maintenant un collectif éditorial et technique autour de l'édition régionale.

Les élus ne partagent pas non plus l'optimisme de la Direction quant à l'enchaînement des éditions d'Ile de France et du national sur le même plateau... JT régional puis JT national qui se suivent sur un même plateau, c'est casse-cou !



La prochaine réunion de la commission de suivi aura lieu le 13 mars.



france.tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE

FÉVRIER 2019

Direction des Moyens de Fabrication : La Fabrique toujours en chantier

Feuilleton « un si grand soleil » : la Direction des Moyens de Fabrication défend un bilan positif de l'évolution de l'activité entre 2018 et 2019, « boosté » par les heures d'antenne produites par le nouveau feuilleton de France 2. Des épisodes supplémentaires du feuilleton ont été commandés, au détriment des fictions en régions qui passent de 24 en 2018 à 21 cette année.

Plan de charge « Fiction » : la direction ne s'engage pas sur le plan de charge pour 2020.

Rappelons que la direction a toujours dit qu'elle produirait moins de fictions en 2019 pour permettre la fabrication du feuilleton, mais que l'augmentation du nombre de fictions n'est pas exclue ensuite...

Postes vacants : pour justifier les couacs sur des postes toujours vacants depuis la réorganisation de la filière, la Direction met en avant la nécessité de choisir les « bons profils ». Rappelons qu'à Vendargues, où est fabriqué le feuilleton depuis un an ou presque, près de 50% du personnel est non-permanent !

Série « numérique » : un pilote d'une série pour le numérique a été tourné à Bordeaux ; la Direction dit attendre maintenant des commandes des Antennes (les « clients »), qui devront, elles, trouver des co-producteurs.

Fiches d'évaluation du travail de La Fabrique : des salariés de La Fabrique ont fait parvenir aux élus des fiches d'évaluation du travail des équipes ; des fiches d'évaluations dont personne ne connaissait l'existence, c'est gênant... Mais non, la direction jure qu'il s'agit d'une méprise puisque cette démarche répondrait simplement aux impératifs de la direction de la performance ; il n'y aurait donc aucun « fichage » individuel.

Les élus rappellent à la direction que la loi condamne l'emploi de fiches d'évaluation à l'insu des personnes. Nous obtenons que les fiches d'évaluation nous soient présentées, voire modifiées si nécessaire, afin qu'une information claire sur leur usage puisse être connue des salariés concernés.

NoA : la télé expérimentale

NoA, c'est une télé expérimentale numérique mise en place après négociation d'un accord signé par les organisations syndicales représentatives en Nouvelle Aquitaine CFTD, CGT, SUD et FO. Un premier bilan en sera fait en juin.



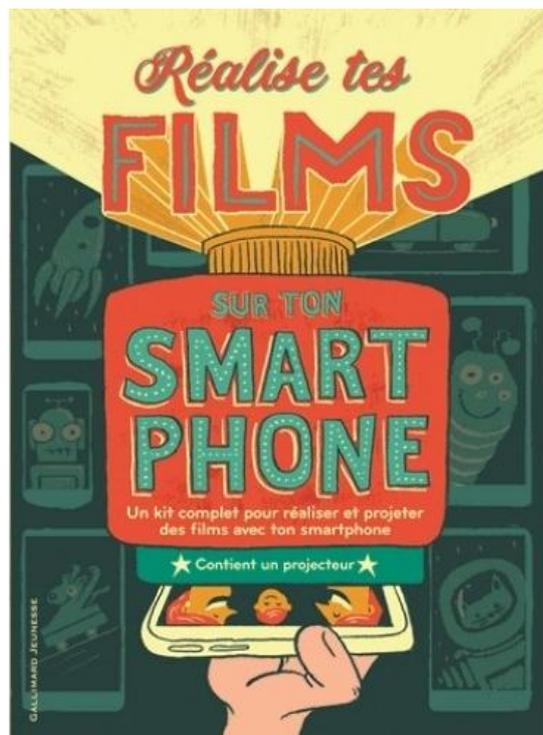
france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE

FÉVRIER 2019

Laurence Mayerfeld, Directrice régionale de Nouvelle-Aquitaine, et les élus présents qui suivent cette expérimentation, reconnaissent que l'engouement des salariés (84 volontaires sur 400) conforte la pertinence de ce projet comme une piste plausible du développement d'une offre de programmes numériques. Toutefois, cette chaîne de plein exercice engendre des surcroits de travail, notamment dans la Gestion d'Antenne. Le redéploiement d'un poste doit pallier cette surcharge. NoA expérimente de nouveaux métiers, en encourageant la fabrication de contenus par tous (les « contributeurs ») et l'utilisation de moyens techniques « simples » (le tournage au smartphone par exemple).



Les programmes tournés par les « contributeurs » le sont avec des smartphones : mais, demandons-nous, les moyens de tournage « classiques » sont-ils prohibés dans cette expérimentation ? L.Mayerfeld estime que justement, l'intérêt du projet est d'employer des moyens non conventionnels – donc, le smartphone.



Le DRH de France 3 Réseau Régional, Olivier Godard rappelle que les nouveaux métiers qui pourraient émerger de cette expérimentation devront être examinés dans « l'espace métiers » avant d'être reconnus pour toute l'entreprise. Il s'engage, conformément à l'accord signé, à ce que les tournages avec un smartphone soient exclusivement pratiqués en Nouvelle Aquitaine le temps de l'expérimentation. Et l'extension des pratiques instaurées par accord en Nouvelle Aquitaine ne pourra que passer par une nouvelle négociation avec les organisations syndicales.

Directeurs, rédacteurs en chef, voilà, c'est dit : pas de tournages au smartphone chez vous !



france•tv

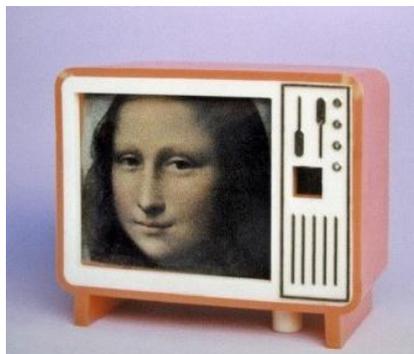
S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE

FÉVRIER 2019

Renouvellement des « News Room Computer Systems » (NRCS) : arrivederci Mona Lisa

Le NRCS du réseau régional, c'est Mona Lisa...



La direction veut remplacer les 4 systèmes utilisés à FTV par un seul système commun, pour toutes les chaînes de FTV et pour le numérique. Mais... pour un projet d'une telle envergure, la direction ne communique qu'un document d'une page... pour décrire un outil qui va gérer toutes les données et métadonnées traçant et reliant le contenu de nos programmes et de leurs auteurs, de leur préparation à leur archivage, avec les serveurs de fabrication et de diffusion !

On ne s'énerve pas, explique la direction, ce n'est qu'une première information, l'appel d'offre est en cours... La prochaine fois, les élus disposeront de documents complets, dont ceux qui garantissent la sécurité éthique, juridique et informatique de ce dispositif. D'autant qu'il pourrait, dans une deuxième phase, remplacer également la gestion directe des serveurs qu'assure actuellement I-Média.

I-Média2 : le robinet à images

Pour répondre aux besoins éditoriaux d'IV3, de FTR et de France Info, notamment pour reprendre les hot-news hors temps de JT et des plus longues séquences ou ITW, il faut que ces services aient un accès immédiat et illimité (c'est ça, le « I » de I média ?)... Selon la direction.

Une idée qui suscite, chez les élus, de vives inquiétudes quant aux dérives possibles liées au non-respect des restrictions d'utilisation des images et des interviews (droit à l'image, floutage, embargo...), restrictions qui peuvent être levées par l'encadrement, disparaître lors des transferts ou ne pas être mentionnées sur les fiches faute de temps.

Mais, pas de problème pour la direction : il suffit d'être confiant, les rédacteurs en chefs sont des professionnels... Mais elle précise tout de même que les procédures de validation continueront de nous prémunir des dérives déontologiques. Ouf.

I-Média2 à la Locale de Brest : l'arbre qui cache la forêt

La Locale de Brest se met à l'heure d'I Media2... Mais pas que.

Parce qu'il y a un loup : la direction profite du changement d'un matériel en bout de course pour modifier radicalement l'organisation, les process et l'activité de France3 Iroise. La configuration atypique de l'équipe correspond pourtant à une production spécifique qui, elle, n'est pas modifiée.

Mais la direction n'en démord pas, il faut que l'équipe de la Locale de Brest soit conforme au schéma en vigueur à France3, pas de place pour les spécificités



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

locales... Face à ce blocage dogmatique, les élus ont voté le recours à une expertise pour mesurer les impacts de ce projet et exposer une alternative.

Appel d'offre Assistantes Sociales : Allô y a quelqu'un ?

Là aussi, y a un loup : la direction profite du renouvellement des contrats avec les Assistantes Sociales pour transformer ce service. Le cahier des charges de l'appel d'offre prévoit de remplacer les permanences en présentiel des Assistantes Sociales... par une plateforme téléphonique.

Tellement mieux, tellement plus humain, tellement plus efficace ?



COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE

FÉVRIER 2019

Un projet qui suscite une réaction de rejet de tous les élus, de toutes les OS présentes. Tous dénoncent cette dégradation d'une prestation sociale, dans un contexte de plan de recomposition des effectifs qui nécessiterait, au contraire, un meilleur accompagnement.



Vos élus et représentants CFDT au CSE du réseau régional :

◆ Bruno Espalieu (suppléant, Lille), Claude Framery (titulaire, post-production, Lambersart), Patricia Jomain (titulaire, Lyon) Pascal Lefebvre (titulaire, Lille), Olivier Mélinand (titulaire, Brest), Juliette Roché (titulaire, Orléans)

■ Gonzague Vandamme (représentant syndical, Lille).

SUIVEZ-NOUS SUR

@cfdt_ftv

/cfdt.ftv

CFDT-FTV.FR

Prochain rendez-vous les **3 et 4 avril 2019** pour le CSE de Mars, qui se tiendra à Lyon

Nos délégués syndicaux centraux

Vous souhaitez nous poser des questions ?

Contactez-nous au **01.56.22.88.21**